

EXPLOITATION FAMILIALE

LE COMBAT DES FEMMES DANS LA PROMOTION DU RIZ LOCAL

Les femmes dans les exploitations familiales de la Vallée du fleuve (Rosso- Béthio, Mbagam, Pont Gendarme, Richard-Toll) mènent d'âpres activités pour amener les Sénégalais à consommer le riz local. Déterminées à écouler cette céréale maintenant labellisée et calibrée, elles préconisent de sensibiliser et de former des ménagères pour cuisiner ce riz. **PAGE 6**



EMPLOI DES JEUNES

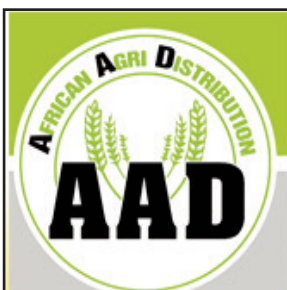
L'Académie nationale des sciences piste des niches de métiers agricoles... **8**



KAOLACK
Incubateur d'entreprises
innovantes à l'USSK **3**



CORAF
Des chercheurs africains trouvent des
variétés précoces de riz à haut **6&8**



African Agri Distribution (AAD)

Distributeur Exclusif des matériels agricoles de GRILLO au Sénégal, Mali et en Gambie

Km 40, Z.I de Sébikotane, RN2 BP 30024 Dakar - Sodida (Sénégal)

Tel : (00221) 30 106 18 06 - 77 645 61 56 - 77 365 73 45 mail: africanagridistribution@gmail.com

AAD est à la FIARA Site web: www.africandistribution.com /Page facebook: AfricanAgriDistribution



FIARA :

Un outil d'intégration régionale et de promotion du monde rural

(Jade/Syfia) - La Foire internationale de l'agriculture et des Ressources animales (Fiara) est pour nous un événement important, parce qu'au fil des années, elle s'est imposée comme un outil d'intégration régionale et de promotion du monde rural sénégalais et africain en général" a déclaré Papa Abdoulaye Seck.

Le Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural (Maer) procédait avec son collègue de l'Élevage Madame Aminata Mbengue Ndiaye, l'ouverture, début mars à Dakar, de la 15^{ème} édition de la Fiara qui se déroule à Dakar du 5 au 18 mars 2014.

Thème de cette édition : La place et le rôle de l'agriculture familiale pour promouvoir la sécurité et la souveraineté alimentaire.

Après plusieurs minutes de visite des stands, le ministre de l'Agriculture salue l'abnégation du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (Cncr) qui, 15 ans durant, essaie, chaque année, de bonifier cet événement pour lui donner une dimension continentale. Le patron l'Agriculture sort "renforcé de la qualité intrinsèque des produits, par la qualité des emballages, par le professionnalisme des acteurs..." "Nous pensons que le gouvernement a fait une excellente option en faisant de l'Agriculture le vecteur de l'émergence économique de notre pays. Nous avons la terre, l'eau, je pense que c'est une question d'organisation et de bonne volonté. En voyant ce qui se passe ici, nous disons que l'agriculture sénégalaise est en train de faire des bons spectaculaires", a apprécié M. Seck.

Quant à son collègue de l'Élevage Aminata Mbengue Ndiaye, elle rend hommage aux avocats des exploitations familiales qui défendent régulièrement les intérêts des petits producteurs. Elle a lancé dans la foulée que dans le cadre du Plan Sénégal Emergent (Pse), il est retenu que l'Agriculture familiale puisse constituer une priorité au même titre que l'agro-business. "Je crois que ce sont des programmes qui peuvent aller de pair et qui peuvent nous permettre, demain, d'arriver à l'autosuffisance alimentaire autant pour ce qui concerne les céréales que les produits de l'élevage.

Rappelons qu'au cours de ces dizaines de jours, plusieurs débats liés à l'agriculture, son financement et tant d'autres seront débattus.

PARTENARIAT :

Le Japon octroie 8000 tonnes d'engrais aux agriculteurs sénégalais défavorisés

(Jade/Syfia) - Le Japon a remis environ 8000 tonnes d'engrais d'une valeur de 2,1 milliards de F cfa à l'État du Sénégal dans le cadre du projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés. La cérémonie de remise de dons a été présidée, mercredi 19 février 2014 à Dakar, par Yuji Kubo, le chargé des affaires de l'Ambassade du Japon au Sénégal, en présence de Lamine Lô, directeur de cabinet du Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (Maer), du directeur de l'Agriculture, Mamadou Diallo, etc.

"Le gouvernement du Japon a accordé au Sénégal depuis un an divers dons d'un montant de 10 milliards de F cfa destinés à appuyer les autorités sénégalaises dans sa politique de sécurité alimentaire. Ces dons témoignent de la volonté du gouvernement Nippon de soutenir le Sénégal, afin que celui-ci puisse venir à bout de ses problèmes liés au secteur agricole", a encore expliqué M. Kubo. Le plus important, poursuivra-t-il, c'est d'atteindre, à l'avenir, l'autosuffisance alimentaire à travers le développement de l'Agriculture, "sans aucune dépendance de l'aide extérieure". Le chargé des affaires de l'Ambassade du Japon au Sénégal a toutefois rappelé que c'est en 1978 que le gouvernement Nippon a débuté ce projet au Sénégal, afin de résorber le déficit de la production alimentaire, en contribuant aux efforts du gouvernement sénégalais pour augmenter la production alimentaire.

Le directeur de cabinet du Maer, Lamine Lô, quant à lui, se réjouit de la collaboration de l'Empire du Soleil levant qui est sans faille. La cérémonie de de jour traduit la parfaite collaboration entre ses deux pays. "Ce don permet de contribuer de façon significative à la réduction de la pauvreté à travers l'amélioration des revenus agricoles des agriculteurs les plus démunis", a déclaré M. Lô. Pour lui, ce don va servir à accroître la production du riz de contre-saison de la campagne agricole et d'hivernage 2014 dans les régions de Saint-Louis, Matam, Fatik et Kaolack. Cette politique du Japon rencontre la volonté du Sénégal de lutter contre la pauvreté par le biais de l'augmentation des productions vivrières. Le représentant du Maer a rappelé que le gouvernement du Sénégal se propose de réduire considérablement les sommes dépensées annuellement pour les importations des céréales (riz et maïs) qui représentent un manque à gagner de quelques 200 milliards de F cfa par an.

AGRI INFOS

Hlm Grand-Yoff - Villa n° 1122

Bp : 17130 Dakar - Liberté - Tél/Fax : (221) 33 867 68 27

Email : madiensec@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Madieng SECK - TEL : 77 537 96 96

COMITÉ DE RÉDACTION : Madieng SECK - Ndèye SÈNE - Ababacar GUËYE

ADMINISTRATION : Ababacar GUËYE

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION ET INFOGRAPHIE : Cheikh TOURÉ (Tel : 77 605 30 72)

MARKETING COMMERCIAL : Mme NDIAYE (70 781 42 29)

IMPRESSION : AMD GRAPHIC

DISTRIBUTION : ADP

NINEA : 00284430 CO

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE (SIA) :

Le PADEC expose une gamme de produits de la Casamance

(APS) - Le Programme d'appui au développement économique de la Casamance (PADEC) participe pour la première fois au Salon international de l'agriculture (SIA) de Paris (France), où il fait la promotion de fruits forestiers produits dans le Sud du Sénégal, l'anacarde et le miel.

Au SIA, le PADEC, qui collabore avec des producteurs regroupés en groupements d'intérêt économique (GIE) ou en coopératives, expose une gamme de produits en provenance des régions de Ziguinchor, Kolda et Sédhiou (Sud).

Au SIA, ces produits sont exposés au stand du ministère sénégalais de l'Environnement et du Développement durable. «Le programme (PADEC) prend en compte les filières collecte, transformation et commercialisation des produits», a souligné, son conseiller en développement et marchés, Cheikh Tidiane Mbaye Mbaye. La région de Ziguinchor est une zone par excellence de production de fruits, dont la mangue, a-t-il rappelé, précisant que Kolda et Sédhiou ont pour spécialité la production de miel et d'anacarde. «Le miel et l'anacarde sont les filières les mieux élaborées. Des pas importants ont été franchis pour percer le marché de l'exportation», a souligné M. Mbaye. Il annonce qu'un homme d'affaires marocain rencontré au SIA s'apprête à commander 50 kg de miel par mois, auprès du PADEC. «Un autre homme d'affaires m'a demandé une offre de prix. Je lui ai fait des propositions. J'attends maintenant sa réponse», a-t-il ajouté. Au SIA, le conseiller du PADEC doit aussi avoir une séance de travail avec des responsables du ministère marocain de l'Agriculture.

Le programme a été lancé en 2011, dans le but de contribuer au développement économique de la Casamance. Le coût de sa mise en œuvre est de neuf milliards de F cfa. Il est financé par les gouvernements canadien et sénégalais. Le PADEC a pour objectif, selon ses promoteurs, de contribuer à la réduction de 50% de la pauvreté des ménages sénégalais, à l'horizon 2015, en conformité avec les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) définis par les Nations unies. Il a pour but de contribuer au développement et à la mise en valeur du potentiel agricole et agro-alimentaire de la Casamance, par les petits producteurs et productrices.

AGRICULTURE

Le Fndasp, un nouveau levier financier pour les exploitations agricoles familiales

(Jade/Syfia) - L'agriculture sénégalaise doit être au service de l'excellence. Elle doit être compétitive, diversifiée et durable pour reconquérir le marché intérieur mais surtout s'imposer sur l'échiquier international. Et le Fonds national de développement agro-sylvo-pastoral (Fndasp) va y contribuer, a déclaré le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural (Maer).

Le Dr Pape Abdoulaye Seck présidait, mardi début février à Dakar, au lancement des activités du Fndasp. Une cérémonie au cours de laquelle avaient pris part, directeurs régionaux des services de l'agriculture, représentants d'Organisations paysannes, éleveurs, producteurs, partenaires au développement, etc.

«Le Fndasp traduit une volonté de l'État pour assurer de façon efficace le financement des activités des exploitations agricoles familiales qui représentent plus de 95% des unités de productions agricoles et fournissent près de 80% de la production alimentaire nationale», a souligné le ministre. L'importance d'un tel dispositif, selon le ministre de l'Agriculture permet d'atteindre "nos aspirations fortes de réduire la dépendance alimentaire, d'augmenter la productivité agricole et d'assurer des revenus et emplois stables en milieu rural". A cet effet, poursuit-il, le Fndasp a un rôle clé à jouer dans la stratégie nationale de financement et de soutien des activités agro-sylvo-pastoral. Il constitue de ce fait le bras technique et financier du Système national de conseil agro-sylvo-pastoral (Sncasp), l'instrument de financement, de la formation des acteurs des chaînes de valeur et le mécanisme d'appui aux organisations professionnelles agricoles. Face à ce défi, le patron de l'Agriculture sénégalaise a soutenu que son département va appuyer le Fndasp afin qu'il puisse réaliser son objectif stratégique qui est d'œuvrer pour l'atteinte d'un bien-être rural durable. Le ministre reste toutefois convaincu que financer "l'intelligence en agriculture" à travers des mécanismes comme le Fonds national de recherches agricoles et agro-alimentaires (Fnraa), avec une expérience de plus d'une décennie de financement d'une recherche compétitive et le Fndasp, c'est mobiliser et promouvoir un actionnariat rural.

D'ailleurs le secrétaire général du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (Cncr), Baba Ngom se réjouit que ce fonds ait vu le jour. Une vieille doléance de cette organisation paysanne. "Nous avons revendiqué que ce fonds soit là. Nous réitérons notre engagement à l'accompagner, à le soutenir. Nous allons informer nos membres en leur demandant d'accepter de contribuer à sa vie parce que ce fonds est le leur", a souligné M. Ngom. Selon celui-ci, ce fonds peut financer la transformation des produits, la production, la formation, l'information, l'échange, les marchés, etc. "Ce fonds vient avec beaucoup d'ambitions et il faut lui donner des moyens d'atteindre ces ambitions", dit-il.

Quant à Jean Sarr, directeur exécutif du Fndasp, il soutient que sa structure a pour ambition de mobiliser des fonds destinés à financer des services agricoles. "Le Fonds compte s'imposer comme un mécanisme d'appui institutionnels aux organisations professionnelles. Il est devenu aujourd'hui une réalité et doit être pérennisé", a expliqué Jean Sarr. Il précise toutefois que la démarche du Fonds a été initiée par les acteurs ruraux dans un système de pérennisation qui se fera par la contribution des acteurs locaux. Il s'agit d'aller chercher des ressources au niveau des organisateurs de producteurs, du secteur privé, des collectivités locales et de l'État. "Le Fonds devrait contribuer à l'amélioration des conditions de vie en milieu rural, en aidant à mettre à la disposition des acteurs à la base des fermes agricoles de qualité", a précisé M. Sarr.

INCUBATEUR D'ENTREPRISES INNOVANTES À KAOLACK

Le ministre du Commerce invite les jeunes à croire en eux-mêmes

(Jade/Syfia) - Le choix de Kaolack d'accueillir un premier incubateur d'entreprises innovantes n'est pas hasardeux. Le projet est réalisé en partenariat entre l'USSK, l'Institut de technologie alimentaire (ITA) de Dakar et l'Ecole internationale italienne KIP. Il vise à contribuer au développement de cette région centre à fort potentiel économique et l'esprit d'entreprise des populations, notamment les jeunes et les femmes.

■ PAR MADIENG SECK

"Il faut avoir confiance en soi, bien travailler, cultiver le respect aux parents et à l'Autorité..." Tel est l'invite lancée, à Kaolack (195 km de Dakar), par le ministre du Commerce l'Entreprenariat et du Secteur informel Alioune Sarr à la jeunesse kaolackoise, future actrice de l'Université du Sine Saloum de Kaolack (USSK), venue nombreuse à cette rencontre.

M Sarr, présidait le vendredi 21 février au lancement du projet d'implantation d'un incubateur d'entreprises innovantes pour la revalorisation de filières à fort potentiel de développement économique. Un projet réalisé en partenariat entre l'USSK, l'Institut de technologie alimentaire (ITA) de Dakar et l'Ecole internationale italienne KIP.

Pour M Sarr, le choix de Kaolack d'accueillir ce premier incubateur n'est pas hasardeux. Il est conforme à la vision du chef de l'Etat. Ce choix a été mûrement réfléchi du fait de la centralité de cette région à fort potentiel économique et l'esprit d'entreprise de ses populations. Dans ce contexte M Sarr a aussi rappelé les engagements du Premier ministre visant à réaliser un taux de croissance de 6 à 7% sur la période 2013- 2017. "Kaolack, a-

t-il dit, a été précurseur dans de nombreux domaines économiques politiques, sociales et culturelles. Cette région carrefour est un passage obligé pour les pays voisins auprès desquels le volume des exportations du Sénégal est estimé à 500 milliards de F cfa, dont 150 pour le Mali lui seul".

Appui aux PME/PMI

Aussi, dans le cadre du Programme Sénégal émergent (PSE) a rappelé le ministre, ce projet d'implantation d'un incubateur d'entreprises innovantes vise à l'amélioration de l'appui aux PME/PMI, à l'amélioration de l'environnement des affaires et à l'accès au financement, pour une croissance attendue de 7 à 8% par an et que tous les territoires soient des acteurs partenaires. Le Consortium (ITA, USSK, KIP) a une responsabilité importante, a-t-il encore déclaré.

Ce projet, financé à hauteur de 129,4 millions de F cfa par la Plateforme d'appui au secteur privé et à la valorisation de la diaspora sénégalaise en Italie (PLASEPRI), vise à contribuer au développement économique du Sénégal à travers l'appui à la création de micro, petites et moyen-

nes entreprises innovantes.

Pour le Dr Ababacar Sadikh Ndoye, directeur général de l'ITA, trois institutions partenaires (l'USSK, l'Ecole internationale KIP d'Italie et l'ITA) ont mis en commun leur expertise pour la réussite de ce projet qui a une durée de six mois (janvier-juin 2014). L'incubateur, selon M Ndoye, vise aussi à la création d'un catalogue national des innovations avec la réalisation de 12 brochures de technologies et de méthodologies innovantes au Sénégal, d'une page Web qui les présente, de mise en réseau des acteurs et une plateforme d'échanges de savoir-faire. "Ce projet d'un incubateur d'entreprises innovantes se présente sous de meilleures auspices avec des expériences locales", résume le directeur de l'ita.

Les TD de l'USSK : emplois des jeunes, sécurité alimentaire, recherche...

En réponse, le recteur de l'USSK, Amadou Tidiane Guiro souligne que "ce projet aura des résultats importants". Parce que l'USSK va remplir trois missions



essentielles qui sont : l'Enseignement, la Recherche, la satisfaction et l'octroi de services à la Communauté avec des défis à relever tels la sécurité alimentaire, la pauvreté et le sous-emploi.

Mme Giolia Dario, représentante de l'Ecole KIP d'Italie est revenue sur l'utilité de l'incubateur en manifestant sa disponibilité de partager l'expérience de son établissement et de favoriser la participation de ses partenaires européens au projet.

Au nom de l'équipe qui a

conduit ce projet, Fallou Sarr de l'ITA, a rappelé son objectif qui est de contribuer au développement économique du pays à travers l'appui des populations locales, notamment les jeunes et les femmes. Le projet d'incubateur, a-t-il signalé, cible les producteurs et fournisseurs de matières premières, les PME/PMI, les Organisations communautaires de base (OCB), les chercheurs et vulgarisateurs, les collectivités locales et le secteur privé.

“KORKA RICE” A LA FIARA

GIE YORO MALAL GUEYE

de KORKA DIAW expose le riz de la Vallée
Un riz local de qualité sous le label

“KORKARICE”



Contact: GIE Yoro Malal Guèye, Richard-Toll (Sénégal)
Tel: (00 221) 77 646 18 06 - mail: korkadiaw@yahoo.fr

A NOS LECTEURS !

L'Agence de presse agricole Jade/Syfia-Sénégal a construit depuis décembre 2013 un projet Média dans le cadre de l'Année internationale de l'Agriculture familiale. Ce projet Média de coproduction a bénéficié d'un appui financier du Centre d'études et de coopération internationale (CECI/I'UNITERRA). Dès avril 2014, ce projet va démarrer et sera réalisé avec la collaboration des quotidiens Le Soleil, Walfadjri, du Magazine Horizon Nouvel, deux radios rurales (Penc-Mi et Ngaye Fm), d'une radio communautaire (Afia Fm), d'une radio d'Etat (Rts), de deux mensuel agricoles (Agri Infos, Agro-Pasteur). L'objectif de ce projet innovant, pour parler comme aujourd'hui, est de renforcer la place du journalisme agricole dans les médias sénégalais par la pratique d'enquêtes et de reportages de qualité sur la vie des exploitations familiales au Sénégal et ses enjeux.

"Ecouter et Regarder, Savoir et Comprendre" avant d'Expliquer ou de "donner à voir" à nos lecteurs. Voilà les crédos des papiers qui seront co-produits d'avril à décembre 2014 (In Cha Allah !)

Merci de nous faire confiance.

MADIENG SECK
COORDONNATEUR DU PROJET

FIARA 2014

Le PAFA dans tous ses états... avec les femmes

Comme à l'accoutumé, Le Projet d'appui aux filières agricoles (PAFA) est venu en force à la 15^{ème} édition de la Fiaara (du 5 au 18 mars), faisant participer exploitantes familiales et entrepreneures rurales du Bassin arachidier, afin de leur permettre d'améliorer leur visibilité et gagner des revenus substantiels.



Le Projet d'appui aux filières agricoles (PAFA) qui appuie les producteurs (trices) des régions de Fatick, Kaolack, Kaffrine et Diourbel (**lire encadré**) est venu en force participer à la 15^{ème} édition de la Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales (Fiaara) de Dakar ouverte, mardi 5 mars 2014 par le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural (MAER).

A l'entrée du bâtiment et à droite, un grand pavillon jaune magnifiquement décoré surgit devant le visiteur. Ce grand pavillon jaune installé à l'endroit où se tient la Fiaara occupe majestueusement un espace baptisé "Périmètre villageois".

Dans ce "village" subdivisé en différents secteurs avec : "table filière Bissap", "table de sésame", "table niébé", coin de "Poulets du pays", les exposants expliquaient et discutaient avec les clients venus en grand nombre.

"A la "table des céréales locales", mil et maïs logés dans des calebasses, trônent sur un trépied. Mil et maïs font la fierté de Mme Ramata Niasse, une productrice de céréales habitant la bourgade de Taïba Niassène dans le département de Kaolack (195 km à l'Est de Dakar). Pour cette campagne agricole qui s'achève Ramata Niasse a engrangé près de 10 tonnes de maïs. "Moi seule, dit-elle, j'ai réussi cette performance dans mon exploitation familiale de 10 ha". Puis d'ajouter : "J'ai obtenu ce résultat avec diverses semences de qualités : des hybrides qui ont donné des rendements de 3 à 4 t/ha, mais aussi avec d'autres variétés comme "early time" avec des rendements de 2 à 2,5 t/ha", indique fièrement cette productrice de Taïba Niassène".

On attend le Pam !

"Ailleurs, sur d'autres tables, les céréales locales transformées attirent les regards des passants tombés sous le charme de la gamme de sachets (de 250 g) de produits finis vendus entre 250 à 300 F cfa.

"En effet, bien emballées, brisures de mil ou de maïs, farine ou semoule sont contenues dans des sachets en plastique avec différentes indications : poids, date de péremption et surtout nom et adresse du groupement féminin avec parfois logo du créateur du produit. Ces efforts de marketing, longtemps négligés par les femmes entrepreneures rurales du PAFA, sont de véritables coups de poing dans la stratégie commerciale. Et le résultat ne s'est fait pas attendre. "Au premier jour de l'ouverture de la foire, on avait quelques frayeurs. Mais maintenant ça va ! Parce, dès le lendemain, un gros commerçant de Dakar est

venu me passer une commande de deux tonnes de maïs et 200 kg de mil. Hier (vendredi 7 mars : Ndlr) une charmante dame a fait une commande de 100 kg de couscous, soit des milliers de sachets", raconte Mme Niasse".

Sans euphorie béate, cette transformatrice se plaint cependant de ses 800 tonnes de maïs qui attendent preneur et qui dorment dans son magasin à Kaolack. "J'ai écrit au PAM (Programme alimentaire mondial : Ndlr), avec des propositions de prix (225 F cfa le kilo de maïs), mais on attend toujours !", confie l'entrepreneure rurale.

Comme Ramata Niasse, elles sont nombreuses les femmes entrepreneures rurales qui se battent pour trouver des contacts intéressants à l'occasion de cette foire agricole. Cependant, toutes ont salué, haut et fort, l'appui et la qualité de l'encadrement du PAFA (voire encadré=affiche). De l'autre côté du stand, l'aimable accueil de Mme Daro Samb, technicienne travaillant dans ce projet est une confirmation éloquente du bon travail abattu par l'équipe de Sémou Diouf, le coordonnateur".

Chou, navet et poivron moins chers à la FIARA...

"Nous sommes venus à la Fiaara pour communiquer avec les gens. C'est pour avoir plus de contacts et plus de visibilité auprès des autorités et des consommateurs", explique Mme Hadja Awa Ndiaye, une productrice maraîchère habitant Taïba Nianguène, autre localité religieuse, dans le département de Kaolack. Elle tient cependant à souligner que les prix des produits maraîchers sont, de loin moins, chers que ceux pratiqués dans d'autres marchés du pays. Exemple, le chou est vendu à 300 F cfa le kg, le navet à 350 F cfa, le poivron à 700 F cfa. Puis, d'un air joyeux, elle lance la même rengaine "ça marche !".

Enfin à la "table niébé" une autre femme, Mme Traoré Aby Tall pour ne pas la nommer s'enorgueillie de son partenariat avec le PAFA. Transformatrice de céréales locales et torrificateur de "Café niébé" avec du "Diarr", cette entrepreneure rurale est doublée du statut de "Chef cuisinier" du projet. D'ailleurs c'est elle-même qui a conduit et orchestré les fameux plats locaux servis aux visiteurs du jour pour la dégustation. Une séance de dégustation. "Non ! non ! plus de dégustation gratuite. Cette fois, les repas sont vendus", se défend Sémou Diouf avec brin de sourire. Lui avait déjà mis les petits plats dans les grands.

TROIS QUESTIONS...

...Sémou Diouf, Coordonnateur du PAFA

"Avec la suspension des nouvelles contractualisations des groupements de femmes au projet, le PAFA EXTENSION va désormais prendre en charge les fortes demandes qui lui arrive jusqu'à la fin du projet en 2017", révèle son coordonnateur.

Qu'est ce qui fait courir les femmes rurales vers le PAFA ?

Ce qui fait courir les femmes, c'est que le PAFA est un projet agricole qui se mobilise pour les producteurs et productrices des régions de Fatick, Kaolack, Kaffrine et Diourbel. Aujourd'hui nous appuyons 650 Organisations paysannes (Op) ou associations (Groupements féminins, Groupements d'intérêt économique, etc.) appartenant aux régions citées des-

sus, soit près de 18 000 ménages. Ce qui fait courir les femmes, je vais vous le dire. En 2013, le PAFA a reçu 7500 demandes d'organisations paysannes dans différentes filières : céréales, oléagineux, bissap, sans oublier l'aviculture. A ce jour, le projet cible environ 32 000 exploitations Familiales, soit 320 000 personnes dont 140 000 bénéficiaires directs des sous-projets (les familles les plus vulnérables, les jeunes filles et les femmes et leurs associations, les jeunes ruraux sans emploi). Les autres bénéficiaires du PAFA sont les acteurs économiques des filières, notamment les opérateurs de marché : commerçants, exportateurs, artisans-transformateurs, agro-industriels, réceptifs d'hôtelier, etc.

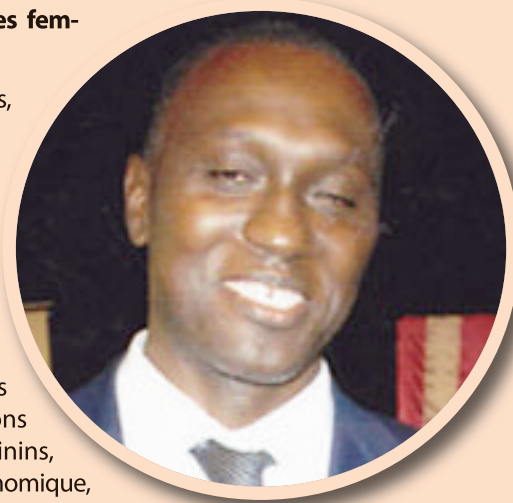
Il faut dire que le projet s'emploie dans la construction d'infrastructures structurantes, dans la transformation de tous ces produits issus de ces filières. Nous travaillons aussi dans l'énergie solaire pour surtout faire fonctionner les matériels et équipements agricoles... Pour prendre en charge cette forte demande, nous nous orientons désormais vers un nouvel programme appelé PAFA Extension".

Qu'est ce qui a déterminé la réussite du PAFA classé 1^{er} en juillet dernier parmi les 58 projets financés par le Fonds international de développement agricole (FIDA) en 2013 dans 23 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre ?

SD "La forte mobilisation des Op qui se sont appropriées le projet a été déterminante dans la réussite du PAFA. Il faut le dire le projet a responsabilisé dès le départ les producteurs. Motivés, ces derniers ont été techniquement bien encadrés et ont suivi des renforcements de capacité sur les bonnes pratiques agricoles (BPA) : utilisation de semences certifiées, respect des itinéraires techniques, etc. Cela a conduit au triplement des rendements qui sont maintenant à 1t, 600 kg/ha pour le mil ; 650 kg/ha pour le niébé et 700 kg/ha pour le bissap. Objectif : améliorer la sécurité alimentaire des populations et leurs conditions d'existence. Dans l'encadrement il faut aussi noter la collaboration dynamique des producteurs avec le PAFA qui fait travailler les jeunes ruraux sans emplois dans des Conseils de proximité au niveau des Op. Cette approche, en synergie avec les services agricoles décentralisés de l'Etat, DRDR, ARD, l'ANCAR, ISRA, ITA, etc. et Ong a grandement facilité le succès du projet".

Dans la perspective du PSE (Projet Sénégal Emergent) et dans le cadre de l'Année internationale de l'Agriculture familiale, on peut dire que le PAFA a vraiment pignon sur rue maintenant ?

Les perspectives sont prometteuses. Elles se fondent sur la durabilité des acquis des producteurs qui doivent continuer à perpétuer le système de contractualisation commerciale au sein de leur organisation. C'est cela notre combat dans les trois années à venir... **PROPOS RECUEILLIS PAR MADIENG SECK**



LE PROJET D'APPUI AUX FILIERES AGRICOLES (PAFA)

● FICHE DE PRESENTATION

LES PRINCIPES D'ORIENTATION DE LA STRATEGIE D'INTERVENTION

- Cohérence avec la stratégie de diversification des exploitations familiales ;*
- Accessibilité des filières soutenues ;
- Sécurisation des investissements et des débouchés ;
- Développement des partenariats ;
- Inclusion des groupes les plus défavorisés

● LES FILIERES SOUTENUES PAR LE PAFA

FILIERES PRIORITAIRES

- La Filière mil et sorgho,
- La Filière niébé ;
- La Filière sésame,
- La Filière Bissap ;
- La Filière aviculture villageoise améliorée

● FILIERES COMPLEMENTAIRES

Les Filières : maïs, miel, lait, anacarde, ditax, Bouy, etc.

● DOMAINES D'ACTIVITES

- Faciliter, de manière durable, la commercialisation des produits agricoles ;
- Appuyer la concertation nationale des acteurs et des filières soutenues,
- Appuyer la transformation des produits agricoles ;
- Soutenir l'aménagement de périmètres irrigués avec une maîtrise totale de l'eau ;
- Soutenir les aménagements de marchés destinés à faciliter la commercialisation ;
- Réaliser des infrastructures de groupages de l'offre et de conditionnements ;
- Réaliser des infrastructures d'accès (pistes ou ouvrages du désenclavement) ;
- Soutenir des aménagements hydro-agricoles structurants (digue anti-sel, ouvrages de retenue d'eau, aménagement de bas-fonds, etc.)
- Renforcer les capacités des acteurs des filières soutenues

● LES AGENCES D'EXECUTION (AGEX)/PRESTATAIRES

- Chambre de Commerce d'Industrie et d'Agriculture (CCIA) ;
- Agence Régionale de Développement (ARD) ;
- Agence Nationale de Conseil Agricole et Rural (ANCAR) ;
- Organisations non Gouvernementales (ONG) ;
- Direction des Bassins de Rétention et des Lacs artificiels (DBRLA) ;
- Directions Régionales de Développement Rural (DRDR) ;
- Inspections Régionales des Services Vétérinaires (IESV)



LE PROJET D'APPUI AUX FILIERES AGRICOLES (PAFA)

● OBJECTIF DU PAFA

Améliorer de manière durable les revenus et les moyens d'existence des exploitations familiales du Bassin Arachidier, à travers leur insertion dans des filières profitables et diversifiées.



● OBJECTIFS SPECIFIQUES

- Les petits producteurs y compris les plus démunis, développement des activités économiques profitables dans le cadre des filières porteuses qui valorisent le potentiel agro-écologique local ;
- Les acteurs des filières sélectionnées dont les petits producteurs, en particulier les plus vulnérables, se concertent, pour identifier et mettre en œuvre les actions susceptibles de résoudre les contraintes identifiées au sein de ces filières et créer un environnement favorable à leur développement.

● ZONE D'INTERVENTION

Le PAFA intervient dans quatre régions : Diourbel Kaolack, Fatick, Kaffrine

● CIBLAGE DES BENEFICIAIRES :

- Environ 32 000 exploitation Familiales au moins 320 000 personnes, dont 140 000 bénéficiaires directs des sous- projets (les familles les plus vulnérables, les jeunes filles et les femmes et leurs associations, les jeunes ruraux sans emploi) ;
- Les acteurs économiques des filières, notamment les opérateurs de marché (commerçants, exportateurs, artisans-transformateurs, agro-industriels, réceptifs d'hôtelier, Etc.)

● COMPOSANTES DU PROJET

- Le Projet comprend trois composantes organisées suivant les niveaux d'intervention
- Au Niveau local : Diversification agricoles et accès au marché
- Au niveau du Bassin arachidier : développement et structuration des filières
- Au niveau National : concertation nationale, gestion des savoirs et coordination du projet.

EXPLOITATION FAMILIALE

Le combat des femmes dans la promotion du riz local

(Jade/Syfia/Agri-Infos) - Les femmes de la Vallée du fleuve Sénégal (Rosso- Béthio, Mbagam, Pont Gendarme, Richard-Toll) mènent d'âpres activités pour amener les Sénégalais à consommer le riz local. Déterminées à écouler cette céréale maintenant labellisée et calibrée, elles préconisent de sensibiliser et de former des ménagères pour cuisiner ce riz.

■ PAR ABABACAR GUEYE



Début mars à Rosso-Béthio (30 km) de Saint Louis, le temps est chaud et sec. Une atmosphère poussiéreuse règne dans le Nord-Sénégal. Adja Ndèye Gaye et son groupement de femmes n'en ont cure. Elles supervisent les chargements de sacs de riz qui vont être commercialisés à Dakar à l'occasion de la 15^{ème} édition de la Fiar.

Ayant pignon sur rue dans la communauté rurale de Rosso-Béthio, Adja est débordante d'énergie. Pagne attaché autour de son grand boubou, elle compte avec minutie les sacs. De temps en temps, elle n'hésite pas à redresser une rangée qui dépasse. Malgré son âge la cinquantaine, elle essaie parfois de saisir, d'un tour de bras, les sacs pesant moins de 10 kg. Téléphone scotché à l'oreille, l'entrepreneure rurale discute avec des clients sur la commande à leur fournir. Peu après, elle fait le point avec son équipe sur la centaine de sacs vendus la semaine dernière. Contente d'avoir réalisé une bonne affaire la présidente du Groupement de promotion féminine (Gpf) de Rosso-Béthio confie, montrant des centaines de sacs stockés dans un magasin, "notre défi est de commercialiser le riz local un peu partout dans le pays. Notre souhait est de contribuer à l'autosuffisance du riz au Sénégal".

Au Sénégal même, depuis son indépendance il y a 50 ans, et en dépit des sommes colossales englouties dans la culture du riz dans la vallée, le pays n'arrive pas à assurer son autosuffisance en riz. Ces dix dernières années, les importa-

tions de riz tournent, en moyenne, autour de 650 000 tonnes/an. Ces importations, venues essentiellement d'Asie, impactent négativement le budget de l'Etat et influent sur la croissance économique. Malgré tout, les nouvelles autorités, en collaboration avec les produc-

teurs, s'activent pour rétablir ce déséquilibre et remédier à la tyrannie du riz importé. C'est ainsi que l'Etat a mis sur pieds des programmes, notamment le Programme d'accélération de la cadence de l'Agriculture sénégalaise (Pracas). Il a augmenté les aménagements pour que, à l'horizon 2017, le pays puisse produire un million de tonnes de riz blanc, soit 1 800 000 t de riz paddy. Pour ce faire, le président de la république a invité, lors de sa visite, mi-février, à Rosso, le secteur privé à s'impliquer davantage dans la mise en place d'une véritable agro-industrie capable de développer le secteur agricole plombé par la petite taille des exploitations familiales.

Percée du riz local

Cette quête vers l'autosuffisance en riz a nécessité l'implication des femmes. En effet, beaucoup se sont constituées en Groupements féminins pour exploiter des plus d'une vingtaine d'hectares de riz. Comme Adja Ndèye Gaye, elles sont nombreuses les femmes productrices et transformatrices qui se battent pour la promotion du riz local. Parmi celles-ci Fatou Bintou Diallo, Sawdiatou Guèye et Korka Diaw, une pionnière à tout crin qui préside, depuis plus de 10 ans, le GIE Malal Yoro Guèye à Richard-Toll. Outre les 40 ha qu'elle exploite avec des rendements atteignant 6

t/ha, Korka y a implanté une rizerie où elle fait travailler des jeunes. "Nous avons, par le biais des partenaires comme l'Usaid/Pce, l'Agence française de développement (Afd), la Saed et autres, monté notre propre rizerie et acheté nos tracteurs. Nous mettons sur le marché des variétés de riz (entier, intermédiaire et brisé), labellisé", explique longuement cette entrepreneure rurale. Elle soutient mordicus que son riz est de qualité et n'a rien à envier à celui importé. Grâce à l'opiniâtreté de ces femmes, la consommation du riz local dans les ménages sénégalais a sensiblement augmenté. Mme Bineta Diallo, productrice à Mbagam, soutient qu'elles sont maintenant devenues incontournables dans le secteur. A Rosso-Béthio, des groupements féminins récoltent plusieurs centaines de tonnes de riz et les commerçants viennent se l'arracher.

Former les femmes à cuisiner le riz local

Tenant compte de ces acquis, le Conseil rural a octroyé plus de 200 ha à l'Union des Gies femmes productrices. "Notre commune croit en nous et au rôle que nous jouons dans le consommer local ; même si les femmes soutiennent souvent que ce riz est difficile à cuisiner", lance Mme Bineta Diallo.

Une idée que partage Sawdiatou Guèye, responsable d'un GIE à Pont Gendarme. "Le riz local a fini de faire le tour du Sénégal. On cultive même des variétés aromatiques", souligne, d'un air confiant, Sawdiatou. Puis elle ajoute : "nos sœurs apprécient maintenant toutes les variétés mises sur le marché". Cependant, reconnaît-elle, il reste du chemin à faire pour convaincre davantage les femmes à consommer le riz local. Occasion de dénoncer les obstacles à commercialisation : défaut de calibrage, absence de tri et de labellisation. "Aujourd'hui, plus d'impuretés dans nos sacs de riz. Il faut maintenant former nos sœurs sur comment on cuisine le produit", a souligné Mme Guèye. Toutefois, elle a suggéré à ses sœurs de travailler davantage sur la sensibilisation par la bouche à oreille parce que la commercialisation n'est plus une contrainte. Trouvé à la Fiar, Mor Fall, commerçant au Marché Grand-Yoff à Dakar, en a acheté 40 sacs de 25 kg à 7 500 F cfa l'unité. Il confirme : "Ce riz est maintenant accepté. Reste à appuyer les acteurs pour que les populations le consomment de plus en plus". L'autre grand combat à mener pour la commercialisation, faire en sorte que la disponibilité du riz soit assurée... durablement.

Ce reportage a été réalisé grâce à l'appui du CECI/UNITERRA et la FONGS

CORAF/WECARD*: Des chercheurs africains trouvent des variétés précoces de riz à haut rendement

(Jade/Syfia) SUTURA, SAKU, WAPMO, etc. sont les nouvelles variétés précoces de riz à haut rendement (6 à 7 t/ha) mises au point par AfricaRice et adaptées par des chercheurs africains du Coraf/Wecard, une institution sous régionale couvrant 22 pays du continent. Ces importants résultats de recherche ont été révélés à Jade/Syfia-Sénégal dans un entretien exclusif avec le Dr Gaoussou

Traoré (Mali), coordonnateur de ce Centre mis en place dans le cadre du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP), par le Gouvernement du Mali, en 2010, au sein de l'Institut d'Economie Rurale (IER). C'était en marge de l'atelier d'évaluation du 1er Plan opérationnel (2008-2013) du Coraf/Wecard, tenu du 3 au 5 février 2014 à Dakar.

Jade/Syfia-Sénégal : Où en êtes-vous avec le programme riz du WAAPP en matière de résultat de recherche dans la sous-région pour accroître la sécurité alimentaire?

Dr Gaoussou Traoré : La recherche sur le riz est une recherche stratégique aux niveaux national (pays), sous régional, et régional (Afrique). Sous l'égide de la CEDEAO, le CORAF/WECARD et les pays membres de la CEDEAO ont choisi le Mali pour mener la Recherche-Développement en vue de contribuer à l'atteinte de la sécurité alimentaire et à l'accroissement de la productivité de la filière riz. Dans le cadre de la mise en œuvre du WAAPP/PPAAO, le Mali a mis en place le Centre national de spécialisation sur le riz (CNS-riz). Ce Centre a développé des programmes qui ont une importance aussi bien pour le Mali que pour le reste des pays membres de la CEDEAO. Ces programmes ont été déclinés en 22 projets de deux types :

- 8 projets de recherche stratégique dont

la durée est de 5 ans (2009 - 2013) ;
- 14 projets de recherche-développement dont la durée varie de 2 à 3 ans (2010-2012).

Parmi les thématiques développées, il y a la sélection variétale ; la lutte contre les nuisibles (mauvaises herbes, maladies, nématodes, etc.) ; la mécanisation, aussi bien au niveau de la production que du post-récolte. Il faut signaler également les thématiques portant sur la transformation qui est un aspect important ; la gestion durable des sols et des eaux, notamment d'irrigation.

Dans le domaine de la sélection variétale, l'approche innovante a été la recherche participative qui implique les chercheurs, les producteurs et les consommateurs depuis le choix des variétés sur lesquelles la recherche va être menée, en passant par le suivi-évaluation, jusqu'à la pré-vulgarisation et à la mise à la disposition effective des variétés retenues au niveau de la vulgarisation.

Cela signifie que cette recherche partici-

pative a eu des résultats probants avec des variétés cultivées localement ? Ces variétés sont-elles du riz de qualité ?

La recherche participative signifie que les préférences des consommateurs sont prises en compte dans la création variétale. Exemple, les chercheurs vont prendre en compte le goût du riz, son rendement, sa précocité par rapport au changement climatique. Ils ont également travaillé sur le gonflement du riz pendant la cuisson, sa conservation de longue durée après la cuisson. Les chercheurs se sont aussi intéressés à la résistance aux maladies et aux attaques d'autres nuisibles. En fonction de tout cela, ils ont développé de nouvelles variétés de riz de qualité car, l'objectif du WAAPP est l'augmentation de la productivité. Donc il faut que la recherche réponde à cette demande en mettant l'accent sur l'augmentation des rendements. Ces rendements tournaient au Mali autour de 3 à 4 t/ha pour le riz irrigué et 1,5 à 2 t/ha pour le riz pluvial.

LIRE SUITE EN PAGE 8

La question alimentaire dans la politique agricole du Sénégal

(SUITE ET FIN)

■ PAR DR MOUSTAPHA THIOUNE*

Il n'est pas exagéré de dire que l'agriculture sénégalaise a de plus en plus de difficultés à satisfaire les besoins alimentaires de la population sénégalaise estimée à 13 millions d'habitants. De plus, malgré les importations massives de céréales occupées essentiellement par le riz (en moyenne 600 à 700 000 t/an), le pays n'arrive même plus à satisfaire raisonnablement ses besoins alimentaires.

Quelles sont les politiques qui sont alors menées pour développer l'agriculture sénégalaise ?

Les politiques agricoles de l'indépendance à nos jours

Dans cette partie texte, nous n'allons pas reprendre les politiques agricoles en détail car il y a une abondante littérature sur la question. Cependant, nous allons faire une analyse critique de ces politiques agricoles qui n'ont pas varié dans le fonds.

Le faux départ

Les pouvoirs publics, impressionnés par ce vrai problème du riz, ont fait de la question des importations de riz, le point de départ de leurs politiques agricoles post ajustement. Cependant, la différence entre le Président WADE et le Président Maky, est que le premier cherche à s'appuyer sur des entrepreneurs agricoles à créer et le deuxième sur des paysans à moderniser.

Si donc, mon Président que j'aime bien, reconnaît les paysans c'est pour en faire des sapeurs pompiers face à la question brûlante des importations de riz. Ainsi, en ignorant la logique de nos systèmes agricoles, les pouvoirs publics vont pousser les paysans à faire plus de riz pour satisfaire les populations urbaines, quitte à vivre dans une insécurité alimentaire chronique. La moyenne vallée du fleuve est un cas patent où l'Etat trouve des paysans en train de produire leur mil/sorgho avec un système agricole pluriséculaire pour leur imposer le riz dans une révolution agricole impulsée par l'Etat et à son profit.

Une mauvaise appréciation du paysan

Les paysans qui ont participé à l'élection du Président de la République (en quelle année ??) sont certes des producteurs mais aussi des consommateurs. De plus, ce sont des

consommateurs particuliers en ce sens que ce sont eux qui produisent leur alimentation de base. Les paysans sont donc des citoyens qui, de plus en plus, avec le développement de leurs organisations (paysannes) comme la FONGS et le CNCR, revendiquent la satisfaction de leur demande sociale.

Cependant, face donc à ce problème brûlant du riz, le paysan est considéré comme producteur dans les politiques agricoles. Les pouvoirs publics ignorent ainsi la demande sociale des populations rurales qui sont majoritaires au profit des populations urbaines peut-être plus récalcitrantes. Ils s'énervent ainsi devant un Mamadou Cissokho qui parle alors que celui-ci n'a fait que prendre conscience de son statut de paysan.

Préoccupés par le vrai problème des importations de riz, les pouvoirs publics sénégalais écoutent mieux les populations urbaines quitte à en profiter pour changer les habitudes de consommation des populations rurales et ainsi perdre toute la richesse de nos systèmes agricoles basés sur la production le mil/sorgho et les autres. Ce qui provoque un malentendu tenace entre les pouvoirs publics et les paysans, de plus en plus conscients de leur statut d'acteur à part entière.

Comment s'y prendre face à ce vrai problème des importations de riz ?

Une nouvelle approche de la question alimentaire

La question alimentaire au Sénégal est basée sur deux grands problèmes : la dégradation de nos habitudes alimentaires basées sur les céréales locales principalement le mil/sorgho et notre dépendance envers le riz importé, due aux politiques d'extraversion de notre agriculture.

Le vrai problème

Le problème dont on parle le moins, la dégradation de nos habitudes alimentaires, est le plus pernicieux. En effet, toute société humaine sélectionne naturellement la nourriture qui lui convient le mieux. C'est pourquoi, au Néolithique, l'homme a inventé l'agriculture pour mieux faire face à ces besoins alimentaires. Et en se multipliant, les êtres humains ont élaboré, en fonction de leurs écosystèmes, des systèmes agricoles basés sur la sélection de céréales de base. L'Afrique de l'ouest n'a pas fait exception car les paysans y ont sélectionné principalement le mil/sorgho qui nous a permis de résister même à la colonisation.

C'est simplement lors de la colonisation que le pouvoir colonial, a imposé la culture de l'arachide aux paysans séné-

galais pour faire face à ses besoins en huile. Malgré tout, à défaut de développer leurs systèmes agricoles, les paysans sénégalais les ont maintenus certes avec un faible surplus afin d'assurer la nourriture de base de leurs familles. Ne pouvant donc alimenter les villes coloniales, le colonisateur s'est permis d'importer du riz de ses colonies d'Asie pour nourrir les populations urbaines en croissance continue.

L'Etat postcolonial, avec des politiques peu performantes, a vu cette dégradation de nos habitudes alimentaires s'accroître avec des conséquences néfastes sur la santé des Sénégalais. Impuissants face à cette dégradation de nos habitudes alimentaires, les pouvoirs publics n'ont pu arrêter cette dépendance alimentaire qui ne fait que s'accroître. Ce qui nous amène au deuxième problème : la dépendance envers le riz importé.

Le point de départ : une reconsidération du paysan sénégalais

Pour les besoins de cet article, nous ne décrivons pas tout le processus de maturation des paysans sénégalais dont nous avons parlé à d'autres occasions (**lire Agri Infos N° ???**). Retenons simplement que les paysans sénégalais ont participé à l'élection du président de la République dans un contexte différent du début des indépendances. Actuellement, ils sont de plus en plus organisés et revendiquent de plus en plus leur statut de paysan comme citoyen à part entière.

La prise en compte de leur statut de citoyen impose aux pouvoirs publics de chercher à mieux les connaître : Qui sont-ils ? que font-ils ? comment ils le font ?

Quand on s'approche d'eux, nous constatons que ce sont des citoyens qui produisent leur alimentation et qui vendent même une partie de leurs surplus d'exploitants familiaux agricoles.

Le point de départ de toute politique agricole devrait donc être la recherche d'une amélioration de leurs systèmes agricoles pour leur permettre de mieux se nourrir et dégager de surplus de plus en plus importants afin, non seulement de régler le problème de l'alimentation des villes mais faire face aux besoins des industriels pour la transformation.

Comment s'y prendre ?

Un concept clé : l'alimentation de base

La connaissance des systèmes agricoles permet d'appréhender la notion d'alimentation de base qui est l'élément principal dans la nourriture du paysan. Par exemples, si le mil/sorgho est l'alimentation de base pour les moyennes et basses vallées du fleuve Sénégal, le Bassin arachidier et au moins la haute Casamance ; le riz l'est pour le Delta du fleuve Sénégal. Dans d'autres zones comme la basse Casamance et le sine, le riz et le mil/sorgho cohabitent.

Quant à la grande ville Dakar, sa population vient en grande majorité de l'intérieur du pays. Mais ne pouvant trouver leurs céréales (mil, maïs, fonio, sorgho et riz local) de base, ils ont tendance à s'orienter sur le riz importé en prenant leur mal en patience. C'est pourquoi, toute production de mil/sorgho y est très vite absorbée ; ce qui justifie le prix parfois élevé de cette alimentation de base.

En conséquence, l'augmentation en quantité de cette céréale de base, à savoir le mil/sorgho, permettrait de satisfaire beaucoup de personnes qui en veulent et qui n'en ont pas. Ce qui, avec le développement de systèmes agricoles basés sur le riz local, diminuerait de façon drastique la consommation en riz importé. Et le deuxième problème (les importations en riz) est réglé.

La question alimentaire au Sénégal ne peut être résolue qu'en mettant en avant les paysans qui seront considérés comme des citoyens et donc des interlocuteurs à part entière. Ce qui permettrait de mieux connaître leurs habitudes alimentaires et leurs activités de production qui constituent la base de toute politique de développement agricole au Sénégal.

*Enseignant/chercheur à l'université de Thiès
E.mail : ma4907@gmail.com

ABONNEMENT

Nom et Prénom

Structure

Adresse

Tél : Fax : Mail :

Nombre d'exemplaires :

Abonnement de soutien : (30 000 F cfa ; 50 000 F cfa ou plus)

Pays	Tarifs
* Sénégal 1 an	- 10 000 F cfa pour 01 exemplaire - 20 000 F cfa pour 02 exemplaires
* Zone Uemoa 1 an	- 15 000 F cfa pour 01 exemplaire
* Europe 1 an	- 25 000 F cfa soit 40 €

Paiement par chèque à l'ordre de Jade/Syfia-Sénégal

● L'Académie nationale des sciences piste des niches de métiers agricoles...

(Jade/Syfia)-Faisant le diagnostic sur l'emploi des jeunes, l'Académie nationale des Sciences et Techniques du Sénégal (ANSTS) a plaidé devant le chef de l'Etat, pour une Agriculture moderne et performante, proposant, au-delà des formations traditionnelles, l'intérêt d'une nouvelle gamme de formation à des métiers de l'agriculture pour permettre la création de nombreux emplois aux jeunes.

C'était à l'occasion de la rentrée solennelle de l'ANSTS, début février, présidée par le chef de l'Etat, Macky Sall, en présence de nombreux chercheurs sénégalais et étrangers.

Parlant de l'emploi des jeunes, le président de l'ANSTS le Dr Amadou Lamine Ndiaye a souligné que les systèmes modernes d'exploitation comportent plusieurs facettes allant de la production à la consommation avec de nombreux acteurs souvent mal connus, le plus souvent totalement ignorés. Dans son plaidoyer, le Dr Lamine Ndiaye a rappelé que la contribution de l'ANSTS vise à identifier les métiers de l'agriculture pour exploiter, comment ces formations, dans ces différents domaines, peuvent contribuer à l'améliorer l'emploi des jeunes. Des jeunes de plus en plus nombreux sur le marché du travail, comme dans tous les autres pays de la planète.

En effet, relève l'académicien, la popula-

tion du Sénégal est en grande majorité composée de jeunes. "Cette population était estimée à 13 millions d'habitants en 2011, dont 55% vivent en milieu rural et un Sénégalais sur deux a moins de 20 ans et près de deux Sénégalais sur trois ont moins de 25 ans", explique-t-il.

Dans l'Agriculture, une meule de métiers

Actuellement, dans plusieurs pays subsahariens, plus de 65% de la population active se trouve dans le secteur agricole qui peut générer une meule de métiers. Parmi ces métiers il y a ceux liés aux activités de productions végétales, aux productions animales (pêche, élevage, chasse, aquaculture, apiculture), aux productions forestières et agro forestières. Le Professeur cite aussi les métiers agricoles liés à la récolte et à la période post-récolte, bref dans toute la chaîne de valeur, c'est-à-dire de la fourche à la fourchette comme disent les spécialistes.

Revenant sur les métiers agricoles, le président de ANSTS souligne qu'il s'agit "de faire et d'accepter le producteur agricole comme un véritable entrepreneur, exploitant, à l'instar des autres secteurs d'activité économique, soit une PME, soit une grande exploitation, comme dans l'agrobusiness".

La jeunesse est notre espoir

Or l'économie du 20^{ème} siècle est fondée sur le Savoir qui impose, en Agriculture comme dans tous les autres secteurs d'activités économiques, le renforcement des capacités en science et technologie, à tous les stades de la production à la commercialisation, en passant par la récolte, la transformation.

Macky Sall, qui est resté en phase avec les académiciens, a tenu à les rassurer de son soutien dans leur mission de conseil et de suivi de leurs recommandations.

Pour le chef de l'Etat, ce thème sur l'emploi des jeunes renvoie à une préoccupation majeure de son gouvernement. Car, dit-il "la jeunesse est notre espoir". Macky Sall a aussi appelé ses concitoyens à considérer l'agriculture comme "un métier noble" et ne plus le voir comme "une affaire de pauvre". Dans la formation agricole, a-t-il encore déclaré, il faut susciter la formation à l'entrepreneuriat agricole et promouvoir la formation technique. Le chef de l'Etat, a indiqué à ce propos que Sept lycées agricoles verront le jour à Sandiara et l'ANSTS devra contribuer à la formation pédagogique de ces lycées. Parant enfin de la subvention attribuée chaque année à l'ANSTS, il a annoncé son augmentation jusqu'à hauteur de 100 millions de F cfa.

Riz : Des chercheurs africains trouvent des variétés précoces de rendement de 7 t/ha

Sur la base des créations variétales qui existaient bien avant le WAAPP, nous avons mis l'accent sur les variétés à haut rendement. C'est ainsi que le CNS-riz, en collaboration avec AfricaRice, a mis à la disposition de la vulgarisation cinq variétés de riz à haut rendement : L1 IER, L2 IER, WAPMO, SUTURA, SAKU.

Les deux premières variétés ont un rendement au champ qui tournent entre 6 à 7 t/ha avec la pratique conventionnelle. Avec la pratique du système de riziculture intensive (SRI), elles peuvent atteindre des pics de 10 à 11 t/ha. Pour les trois autres variétés, elles ont été adaptées aux régions du nord du Mali (Tombouctou et Gao) dans les périmètres villageois avec un système de pompage de l'eau. Ces variétés ont été appréciées par les riziculteurs qui les ont baptisées en leur donnant des noms locaux en SONGHOY. Exemple riz WAPMO qui veut dire riz du WAAPP ; SUTURA qui signifie la protection contre la faim ; SAKU pour dire la satisfaction. Les rendements avec ces variétés atteignent 5 à 6 t/ha au champ. Elles sont précoces (100 à 110 jours) et sont bien appréciées pour leurs qualités : gustative, parfumé, cuisson facile avec gonflement... Ces variétés, mises à la disposition des services maliens de vulgarisation en 2010, ont été envoyées, pour adaptation, au Sénégal, Guinée, Niger et Togo.

N'empêche que dans ces pays, on continue encore à importer d'Asie des milliers de tonnes de riz pour nourrir les populations ? Qu'en pensez-vous ?

C'est vrai ! Ceci est une réalité. Une réalité qui dépasse les chercheurs africains. Mais il faut dire que dans ces importations de riz, il y a des considérations politiques et commerciales. Il y a aussi l'aspect préférence, préparation culinaire, quantité et disponibilité, goût et marketing (vente, emballage, prix, etc.) Donc en Afrique, les autorités gouvernementales devraient tenir compte de tous ces aspects pour réduire la dépendance alimentaire en riz. Il faut également un accompagnement de l'agro-industrie, appuyée par une bonne politique agricole pour jouer sur la compétitivité. Exemple, au Mali, le riz importé est moins cher que le riz local, mais celui-ci est plus apprécié par les populations. Pourtant ces riz qui viennent d'ailleurs sont subventionnés.

"Concernant le CNS-riz, le WAAPP/PPAAO a prévu qu'il devienne un Centre régional d'Excellence au service de tous les pays de la CEDEAO. Je souhaite donc que tous ces pays s'approprient cet outil de recherche qui leur appartient, et le soutiennent pour assurer son rayonnement en Afrique de l'Ouest."

PROPOS RECUEILLIS PAR MADIENG

CORAF/WECARD = Conseil Ouest et Centre Africain pour la recherche et le Développement agricole

WAAPP/PPAAO = Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest

UEMOA = Union économique et monétaire ouest africaine ;

CEDEAO = Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest

● ... et l'ipar apporte gratuitement son expertise au ministère de la Jeunesse



(Jade/Syfia) - Nous sommes disposés à accompagner le Chef de l'Etat Macky Sall dans sa volonté de régler la question de l'emploi des jeunes" a exprimé le président de l'Initiative prospective agricole et rurale (Ipar Kéur Jacques Faye).

Ahmet Bachir Diop a fait cette déclaration, mardi mi-février au Building administratif (siège du gouvernement) à Dakar, à l'occasion de la signature d'un partenariat de collaboration entre l'Ipar et le ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques.

Accompagné de ses directeurs Exécutif et de recherche respectivement Cheikh Omar Ba et Ibrahima Athie, le président de l'Ipar s'est dit convaincu que ce partenariat aboutira à des "résultats probants" parce que sa structure regorge de ressources humaines avérées. "La diversité de nos ressources humaines va s'y mettre pour apporter son

expérience dans la problématique de l'emploi. Nous allons mettre à la disposition des autorités sénégalaises des réflexions scientifiquement prouvées pour que les meilleurs choix soient faits", a affirmé M. Diop à l'endroit du ministre Benoît Sambou. Selon toujours M. Diop, la collaboration de l'Ipar est purement patriotique parce qu'il est de leur devoir d'apporter leur soutien à l'Etat dans sa volonté de résoudre l'emploi des jeunes. Ces derniers, rappelle le président de l'Ipar, constituent 65% de la population et ont moins de 25 ans. "Nous sommes en train d'entamer une transition démographique qui fait qu'aujourd'hui le Sénégal a plus d'actifs (1,7) que d'inactifs (1,1). Cette transition permet de bénéficier de la rente démographique. Ainsi, nous avons 70 ans pendant lesquels, il faut mettre le paquet, pour prendre en charge la question de l'emploi ; avoir une vision, créer les conditions pour ré-

ussir ce pari. Parce que chaque année près de 200 000 jeunes viennent sur le marché du travail".

Pour sa part, le ministre de la Jeunesse Benoît Sambou salue cette collaboration. "Nous sommes heureux que l'Ipar nous accompagne sur la question de l'emploi, parce qu'elle détient des spécialistes en la matière qui peuvent nous appuyer à faire en sorte que nous puissions atteindre nos objectifs", s'est réjoui M. Sambou qui les félicite de ce "don en soi" de cet engagement pour la nation sénégalaise. Le ministre reste toutefois persuadé que "pour une plus grande efficacité des actions, il faut s'appuyer sur l'expertise locale". Il a souhaité que cette politique de jeunesse soit partagée à tous les niveaux, afin que tous les acteurs se sentent concernés et que les jeunes mesurent qu'ils sont au cœur des préoccupations des pouvoirs publics.

A cet effet, ajoute M Sambou, un certain nombre de projets dans des secteurs à fortes potentielles de croissance a été élaboré ainsi que la construction de 158 fermes agricoles. Des projets qui impacteront sur le développement du monde rural pour créer des richesses et régler la problématique de la sédentarisation des populations en milieu rural. "Nous allons travailler à dynamiser les "Process" de production, de transformation et de commercialisation, ainsi que des métiers notamment, la fabrication d'outillages, le développement de services et autres qui n'étaient pas trop connus auparavant", avance le ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques. Pour réussir ce pari, il a lancé un appel à la mobilisation de toutes les synergies autour de la prise en charge de cette problématique d'emploi des jeunes qui nécessite une vision, une stratégie, un plan d'actions.

ABABACAR GUËYE